

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1880-1881.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER.

FEUILLETON AU 10 MARS 1881.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 11481. | Par pétition datée de Perlé, le 20 janvier 1881, |
| | 11541. | Le conseil communal de Perlé demande le cantonne- |
| | 11571. | ment dans l'ancienne gruerie d'Arlon. |
| | 11587. | Même demande du conseil communal de Mellier, |
| | 11595. | Rulles, Villers-sur-Semois, Tintange, Thiaumont, Habay-
la-Neuve, Martelange. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |
| 2. | 11483. | Par pétition datée de Seloignes, le 29 janvier 1881, |
| | 11573. | Des membres du conseil communal de Seloignes
demandent la reprise par l'Etat du chemin de grande
communication dit : de Marquenoise. |
| | | Même demande du conseil communal de Momignies. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux
Publics.</i> |
| 3. | 11484. | Par pétition datée de Lombeeck-Sainte-Catherine, le
28 janvier 1881, |
| | | La dame Rosalie Vander Perre, veuve Van Couwen-
bergh, demande pour elle et ses enfants une augmentation
de pension. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux
Publics.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.

11486.

Par pétition datée de Wihéries, le 23 janvier 1881,

11499.

11519.

11529.

11558.

11564.

Des ouvriers mineurs, à Wihéries, demandent l'application des principes d'égalité dans l'institution des caisses de prévoyance, la suppression des caisses de secours annexées à chacun des établissements charbonniers associés, et une loi décrétant : 1° une caisse de retraite pour les vieux ouvriers; 2° une caisse de pensions pour les ouvriers invalides ou infirmes avant l'âge de la retraite; 3° une caisse de secours pour les ouvriers accidentellement ou passagèrement malades ou blessés.

Même demande d'ouvriers mineurs, à Bois-de-Boussu, Elouges, La Bouverie, Jumet, Roux, Dampremy, Marchienne, Lodelinsart, Gougny, Gosselies, Courcelles, Gilles, Marcinelle, Charleroi, Montignie-sur-Sambre, Souvret, Wasmes, Flénu, et d'une commune non dénommée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

5.

11487.

Par pétition datée de Bruxelles, le 15 octobre 1880,

11516.

11517.

11518.

Des habitants de Bruxelles demandent l'élection, dans chaque université de l'Etat et à l'école vétérinaire, d'une chaire d'homœopathie et l'inscription dans la pharmacopée officielle des remèdes homœopathiques.

Même demande d'habitants de l'Ecluse, Hougaerde, Plancenoit.

DÉCISION : Renvoi au Ministre de l'Instruction Publique et de l'Intérieur.

6.

11488.

Par pétition datée d'avril 1881,

11495.

11533.

11545.

11556.

Des habitants d'une commune non dénommée demandent l'abolition du tirage au sort et du service militaire obligatoire et la formation d'une armée de volontaires.

Même demande d'habitants d'Anvers, Hingene, Tamise.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

7.

11490.

Par pétition datée de Fransinne, le 31 janvier 1881,

Le sieur Lambert prie la Chambre d'ordonner une enquête sur les agissements du conseil communal de Fransinne concernant la délivrance des parts d'affouage.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 8. | 11492. | <p>Par pétition datée d'Obignies, le 30 janvier 1881,</p> <p>L'administration communale d'Obignies demande qu'il soit établi une station dans cette commune, sur le chemin de fer d'Anvers à Douai.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 9. | 11493.
11527. | <p>Par pétition datée de Villers-la-Loue, le 30 janvier 1881,</p> <p>Le conseil communal de Villers-la-Loue demande l'établissement d'un point d'arrêt, pour les premiers et les derniers trains de voyageurs, au passage à niveau du chemin de fer situé entre Villers-la-Loue et Houdrigny.</p> <p>Même demande du conseil communal de Sommethonne.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 10. | 11494.
11522. | <p>Par pétition datée de Deurne, le 1^{er} février 1881,</p> <p>Des propriétaires fonciers, à Deurne, réclament l'intervention de la Chambre afin d'obtenir du Ministre de la Guerre, la levée des servitudes militaires établies sur leurs propriétés.</p> <p>Même demande de propriétaires d'immeubles à Exterlaer et Boterlaer.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 11. | 11496. | <p>Par pétition datée de Beauraing, le 1^{er} février 1881,</p> <p>Le sieur Brahy, ancien percepteur des postes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir du Département des Travaux Publics une réponse à ses pétitions ayant pour objet sa pension, la continuation d'un secours et sa réintégration dans des fonctions publiques.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 12. | 11500. | <p>Par pétition datée de Dalhem, le 1^{er} février 1881,</p> <p>Des notaires du canton de Dalhem prient la Chambre de modifier la législation sur les ventes d'objets mobiliers, en attribuant aux notaires exclusivement le droit de procéder à ces ventes.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 13. | 11501. | <p>Par pétition datée de Thuin, le 1^{er} février 1881,</p> <p>Les sieurs Michet, Deflandre, Legrand, Jonniaux, déco-</p> |

Numéros
du
feuilleton. Numéros
des
registres
des
pétitions.

rés de la croix commémorative de 1830, demandent une pension.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

14. 11502. Par pétition datée d'Ingelmunster, le 29 janvier 1881,
Des membres du Cercle des instituteurs « Samenwerking », du canton de Roulers, prient la Chambre de voter, dans cette session, une loi ayant pour but de faire payer par l'État les instituteurs communaux.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

15. 11505. Par pétition datée de Liège, le 2 février 1881,
Le sieur Pardaens prie la Chambre, au nom du militaire Soveryns, qui l'en a chargé, de décider si la loi du 30 juin 1870 prive le milicien de toute rémunération de ses services militaires.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

16. 11504. Par pétition datée de Graide, le 1^{er} février 1881,
Des membres du conseil communal de Graide se plaignent de ce que l'instituteur communal exploite une culture.

DÉCISION . Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

17. 11506. Par pétition datée de Wickevorst, le 3 février 1881,
Le sieur Kinkart demande la suppression du budget des cultes et des jurys universitaires, l'augmentation du traitement des inspecteurs de police, la suspension de l'indémodabilité de la magistrature et la fermeture des couvents.

DÉCISION : Ordre du jour.

18. 11507. Par pétition datée de Borgerhout, le 4 février 1881,
Le sieur Schroeyers demande la restitution des 200 francs qu'il a versés dans la caisse du remplacement militaire pour exonérer son fils, qui n'est pas tombé au sort.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

19. 11508. Par pétition datée d'Ixelles, le 2 février 1881,
Le sieur Vanden Broeck prie la Chambre d'accorder aux employés des prisons, mariés ou veufs avec enfants, le

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| | | bénéfice de l'arrêté royal du 4 septembre 1873 dont jouissent les gardiens de même position d'état civil.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 20. | 11509. | Par pétition datée de Kessel, le 3 février 1881,
La dame Festraets, dont le mari a été pensionné pour cause d'aliénation mentale, demande un secours.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i> |
| 21. | 11510. | Par pétition datée de Haesrode-Bierbeek, le 24 janvier 1881,
Des habitants de Haesrode, sous Bierbeek, demandent la séparation de ce hameau de celui de Bierbeek.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 22. | 11521. | Par pétition en date du 6 février 1881,
Le sieur Franchise présente des observations au sujet de la faculté accordée à certains instituteurs de cumuler leurs fonctions avec celles de secrétaire communal.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 23. | 11524. | Par pétition datée de Marchienne-au-Pont, le 7 février 1881,
Le sieur Griefgens demande la restitution aux miliciens de la classe de 1880, qui ne sont pas tombés au sort, des 200 francs versés dans la caisse des remplaçants.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 24. | 11547. | Par pétition datée de Fleurus, le 13 février 1881,
Le sieur Carpent réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution d'une somme de 200 francs versée dans la caisse du remplacement pour un fils qui n'est pas tombé au sort.
Même demande du sieur Rigaux, à Fleurus.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 25. | 11525. | Par pétition datée de Basse-Bodeux.
Le sieur Geronne demande la diminution des impôts sur le tabac, les boissons alcooliques, et l'abaissement de la patente des cabaretiers.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
26.	11526.

Par pétition de Ménin, sans date,

Des membres du cercle pédagogique du canton scolaire de Ménin demandent la gratuité de l'enseignement primaire et le payement des instituteurs par l'État.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

27. 11528.

Par pétition sans date,

11536. Le sieur Daffe réclame l'intervention de la Chambre
11570. pour obtenir que le Gouvernement s'occupe du règlement
11582. des comptes de la société de construction.

Même demande des sieurs Marcoux, Houbat, Richald.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

28. 11531.

Par pétition datée de Tavigny, le 7 février 1881,

Le sieur Rancy demande que le sieur Collard soit réintégré dans ses fonctions d'instituteur, à Tavigny.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

29. 11532.

Par pétition datée de Verrebroek, le 8 février 1881,

Des habitants de Verrebroek demandent le dessèchement des polders, la révision des lois et règlements qui régissent les polders et leurs administrations, ou leur complète abolition.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

30. 11534.

Par pétition datée de Malines, le 9 février 1881,

La dame Mœert, veuve de l'instituteur Geluyckens, demande une augmentation de pension ou un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

31. 11537.

Par pétition datée de Ploegsteert, le 10 février 1881,

Le sieur Catteau, sous-percepteur des postes, à Ploegsteert, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir que son traitement soit porté au maximum.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 32. | 11538. | <p>Par pétition datée d'Aubange, le 9 février 1881,
Le sieur Delvaux, facteur rural pensionné, demande
une augmentation de pension.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux
Publics.</i></p> |
| 33. | 11540. | <p>Par pétition datée d'Op-Heylisse, le 11 février 1881,
Un habitant d'Op-Heylisse, se plaint de la négligence
apportée dans l'enseignement primaire communal.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction
Publique.</i></p> |
| 34. | 11544. | <p>Par pétition datée d'Assche, le 12 février 1881,
Des instituteurs communaux du canton d'Assche
prient la Chambre de décider que les instituteurs seront
mensuellement payés par le receveur des contributions
de leur recette respective.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction
Publique.</i></p> |
| 35. | 11546. | <p>Par pétition datée de Lanefte, le 13 février 1881,
Les membres du conseil communal de Lanefte deman-
dent que les communes soient déchargées de l'obligation
de loger les ministres du culte ou de leur donner une
indemnité.</p> <p><i>DÉCISION : Dépôt sur le bureau pendant la discussion
du budget de la Justice.</i></p> |
| 36. | 11550. | <p>Par pétition datée de Namur, le 15 février 1881,
La veuve Gallet réclame l'intervention de la Chambre,
pour obtenir que son fils Jean Léonard, volontaire avec
prime, soit renvoyé en congé illimité.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 37. | 11555. | <p>Par pétition datée de Namur, le 15 février 1881,
Le sieur Chaüse demande pour les surnuméraires du
cadastre le même traitement que pour ceux des contribu-
tions.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 38. | 11557. | <p>Par pétition datée de Rulles, le 16 février 1881,
Des gardes-champêtres du canton d'Etalle demandent
une augmentation de traitement, la décoration civique</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

pour ceux qui ont rendu de longs et loyaux services et la participation à une caisse de prévoyance.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

39. 11561. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 18 février 1881,

Le conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode demande la révision complète de la législation qui régit les rapports de l'autorité civile avec les divers cultes professés en Belgique et appui le vœu, émis par le conseil provincial du Brabant, que le gouvernement présente un projet de loi abrogeant les dispositions légales qui imposent aux communes et aux provinces l'obligation de fournir le logement aux ministres des cultes et d'accorder des secours aux fabriques d'églises et aux consistoires, en cas d'insuffisances constatées des ressources de ces établissements.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

40. 11562. Par pétition datée de Temploux, le 15 février 1881,

L'administration communale de Temploux demande la continuation de la ligne de Nivelles par Fleurus, en passant par Baulet, Velaine, Balâtre, Onoz, Spy et Temploux, pour rejoindre la ligne du Luxembourg vers Saint-Servais.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

41. 11563. Par pétition sans date,

Des habitants des hameaux d'Auwegem-Stuyvenberg et Auwegem - Warande, sous Malines, demandent la prompte exécution des travaux nécessaires pour préserver leurs propriétés des inondations de la Senne.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

42. 11565. Par pétition datée de Borsbeeck, le 17 février 1881,

Le conseil communal de Borsbeeck demande l'établissement d'une station dans cette commune, au chemin de fer d'Anvers à Hoogstraaten.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

43. 11566. Par pétition datée de Bruxelles, le 18 février 1881,

Le sieur Defamie réclame l'intervention de la Chambre

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

pour empêcher le rétablissement, au profit des employés de l'État, de la gratification de 200 francs, afin de faciliter le recrutement des volontaires avec prime.

Même demande du sieur Weydisch, à Bruxelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

44. 11568.

Par pétition datée d'Emelghem, le 20 février 1881,

Le sieur Stelman, ancien instituteur communal, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'indemnité qu'il déclare lui être due ainsi qu'aux élèves conduits aux concours de 1878-1879.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

45. 11569.

Par pétition datée de Lierre, le 19 février 1881,

Le sieur Gauthier, sergent au 12^e régiment de ligne, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir son congé définitif et des dommages et intérêts pour avoir été renvoyé abusivement sous les drapeaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

46. 11572.

Par pétition datée d'Ohey, le 19 février 1881,

Le sieur Bouly, facteur de poste, à Ohey, demande une augmentation de traitement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

47. 11574.

Par pétition datée de Fagnolles et Mariembourg, le 13 février 1881,

Des cultivateurs, à Mariembourg et à Fagnolles, prient la Chambre d'exiger le curement immédiat des petits cours d'eau; d'encourager, par tous les moyens possibles, les irrigations et les drainages, de décréter d'utilité publique le crédit agricole, de mettre l'acquisition des produits chimiques pour l'engraisement du sol à la portée des cultivateurs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

48. 11575.

Par pétition datée de Bellefontaine, le 20 février 1881,

Le sieur Robin, ancien receveur communal de Bellefontaine, demande qu'une enquête soit faite sur les motifs de sa révocation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

49,

11577.

Par pétition datée de Bruxelles, le 19 février 1881,

11600.

Les président et secrétaire de la société populaire « De Veldbloem », à Bruxelles, présentent des observations au sujet des conséquences résultant du refus d'un officier de l'état civil de rédiger, dans la langue maternelle du déclarant, un acte de naissance; prient la Chambre de voter une loi portant que l'arrêt prononcé, en vertu de l'article 361 du Code pénal aura aussi un effet civil: que, sur la signification qui lui en est faite à la diligence du procureur du roi, l'officier de l'état civil est tenu de rédiger l'acte de naissance, conformément à la déclaration mentionnée au jugement, dans la langue dont la personne condamnée a fait usage devant le tribunal, et que, dans les trois mois de sa promulgation, cette loi sera appliquée à tous les arrêts prononcés depuis le 1^{er} janvier 1873.

Même demande des président et secrétaire du Willems Fonds, à Nieuport.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

50.

11579.

Par pétition datée d'Alost, le 22 février 1881,

Le sieur Michiels réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la restitution d'une somme de 200 francs, versée dans la caisse du remplacement militaire, pour son beau-fils Van Lierde, qui a été exempté définitivement, pour cause de myopie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

51.

11581.

Par pétition sans date,

Des habitants de Lignières demandent le passage de la ligne ferrée Marloie-Bastogne par les territoires de Roy, Lignières et Baude, et l'établissement d'une station au lieu dit « Peteau ».

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

52.

11583.

Par pétition datée de Stavelot, le 20 février 1881,

Des habitants du canton de Stavelot prient la Chambre de diminuer l'impôt sur les boissons.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

53.

11585.

Par pétition sans date,

Des membres de l'administration communale de Glabbeek-Suerbempde demandent qu'il soit établi une percep-

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

tion des postes, avec bureau télégraphique, à Glabbeek, et que cette localité soit reliée par un service de malleposte à Tirlemont.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

54. 11586. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 février 1881,
Le sieur Hénin réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la réparation d'une erreur judiciaire dont il se dit être la victime.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

55. 11588. Par pétition datée de Bêche, le 20 février 1881,
Des chefs de ménage, à Bêche, demandent un secours pour leur commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

56. 11589. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 février 1881,
Les président et secrétaire de la société populaire « De Veldbloem » demandent que la plus large interprétation soit donnée à la loi de 1873.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

57. 11591. Par pétition datée de Nimy-lez-Mons, le 24 février 1881,
Le sieur De Boek réclame une enquête parlementaire à l'effet d'examiner l'utilité qu'il y aurait à relier par un canal les bassins houillers du Hainaut à la mer du Nord, prie la Chambre de déclarer ce canal d'utilité publique et d'en accorder la concession par droit de péage.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

58. 11592. Par pétition sans date,
Le conseil communal de Cappellen demande l'érection en bureau des postes, de la sous-perception de Glabbeek, avec un bureau télégraphique et un service de malle-poste entre Tirlemont et Glabbeek.

Même demande de membres du conseil communal de Hoeleden.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
59.	11595

Par pétition datée de Verviers, le 21 février 1881,

Les président et secrétaire de la fédération des cercles commerciaux de Belgique demandent la création d'un Ministère de l'agriculture, du commerce et de l'industrie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

60.	11596.
-----	--------

Par pétition datée de Mons, le 24 février 1881,

Le sieur Masson réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit interdit aux membres des comités scolaires de questionner les élèves en classe.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

61.	11597.
-----	--------

Par pétition datée de Vive-Saint-Éloi, le 24 février 1881,

Des bateliers, retenus par les eaux au barrage de Vive-Saint-Éloi, demandent l'établissement d'une station à l'endroit le plus rapproché de ce barrage sur la ligne d'Anseghem à Ingelmunster.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

